



Tout changer pour que rien ne change? La maxime du *Guépard* de Lampedusa prendra-t-elle encore une fois tout son sens aujourd'hui dans les Ardennes?

Dira-t-il: « *Je veux que les stock-options soient distribuées à tous les salariés et pas seulement à quelques privilégiés parce que tous contribuent à la richesse de l'entreprise* »?

Martèlera-t-il: « *Donner toujours raison aux emballements du marché, sacrifier le long terme au court terme, l'industrie à une exigence de rentabilité déraisonnable et l'emploi aux seuls cours de Bourse est un renoncement* »?

Assénera-t-il: « *Opposer le salaire à l'emploi est une erreur* »?

Affirmera-t-il: « *Je veux moraliser le capitalisme financier parce que c'est la condition nécessaire pour réconcilier les Français avec l'économie* »? On n'en finirait pas de relire le discours de Charleville de décembre 2006 du candidat Sarkozy, d'en extraire chaque phrase et de la comparer au chemin parcouru, cinq ans plus tard. Il faudrait se souvenir, alors, que les mêmes mots, fondus au creuset d'un message politique diviseur des Français entre eux, furent sa marque de fabrique toutes les années précédant son accession à la magistrature suprême

Les sondages et commentaires d'aujourd'hui peuvent-ils indiquer ce qu'il en sera à l'automne ou au printemps prochain? Bien fol qui s'y fierait.

et à celle d'une droite revancharde, versaillaise, décomplexée dira-t-on.

La méthode fut bien plus efficace que le mantra « Tout sauf Sarkozy ».

La grande différence avec ces années de conquête est l'exercice du pouvoir, ajouté à une crise sans précédent du système capitaliste, pourra-t-on rétorquer.

Le flop de la pseudo-prime « de 1 000 euros » à peine annoncé, de nouveaux cadeaux à ses amis les riches pourraient illustrer cela. Et pourtant, peut-on envisager l'horizon 2012 sans revenir à 2007 et comprendre 2007 sans penser à 2002? Soit la compréhension par la bourgeoisie, du grand patronat du CAC 40 à cette droite ultraréactionnaire, qu'une occasion historique était enfin ouverte en France d'en finir avec les idéaux de progrès social ouverts en 1936 et 1945 et réaffirmés en 1968, auxquels une partie même de la gauche renonçait. La crise n'a depuis fait que s'accroître et le discours de Grenoble, en juillet dernier, annonce les thèmes, repris, réactualisés et amplifiés d'un président en éternel labourage électoral. Avec trois guerres en plus et la promotion du Front national, la campagne présidentielle qui se profile peut inquiéter par sa violence annoncée, qui n'aurait d'égale que celle qui tараude le pays et les victimes de cette crise et de cette politique.

Le pari de Nicolas Sarkozy consiste à jouer une concurrence-promotion de l'extrême droite tout en plaçant ses amis en « défense » au centre droit et favoriser tout ce qui pourra diviser de nouveau et un peu plus le camp adverse. Les sondages et commentaires d'aujourd'hui peuvent-ils indiquer ce qu'il en sera à l'automne ou au printemps prochain? Bien fol qui s'y fierait. Le désespoir, la colère, la souffrance que les premiers indiquent et que les seconds relèvent, à l'occasion, entre deux brevets d'honorabilité lepéniste, sont le lot de la plus grande part du peuple. Ces sentiments, le chef de l'État les creuse et va encore plus les fouailler; ils ne peuvent donc suffire, pas plus que les seuls inventaire et constat des ravages de sa politique. Rassembler là où l'on divise. Réconcilier lutte contre la crise et avancées sociales. Associer chacun et le plus grand nombre à la possibilité de rouvrir les portes de l'avenir... Ce sont là autant de défis posés à toutes celles et ceux qui rêvent d'une alternative, en ont besoin et veulent la faire vivre.